

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL SABADO 22 DE MAYO DE 1813.

Santa Rita de Casia Viuda = *Las Q. H.* están en la Iglesia de Sta. Isabel, Religiosas de San Francisco de Asis; se reserva las siete de la tarde.

ARMÉE DE CATALOGNE.

ÉTAT-MAJOR-GÉNÉRAL.

Au quartier-général à Barcelone, le 20 mai 1813.

ORDRE DU JOUR.

Le général en chef témoigne sa satisfaction à Mr. le général de division comte Maurice Mathieu, et aux troupes sous ses ordres, qui se sont portées, avec ordre et rapidité, dans le camp de Tarragone et au Col de Balaguer, pour faciliter l'arrivée des vivres et des munitions dans le fort de St. Philippe et dans la place de Tarragone.

L'ennemi avait annoncé, avec sa jactance ordinaire, qu'il fermerait le retour de Barcelone à ces braves troupes, et il a suffi de marcher sur lui pour le chasser dans ses montagnes.

Nous avons perdu une centaine d'hommes tués, ou blessés; la perte des espagnols est plus que triple de la nôtre.

La discipline qui règne dans l'armée de Catalogne et le courage qui distingue les chefs, et les soldats les feront toujours triompher aisément d'un ennemi qui, malgré son nombre, ne connaît de sûreté pour lui que sur les rochers où il ne peut être abordé.

Le général en chef s'empresera de recommander à S. Exc. le Ministre de la guerre les officiers et les soldats qui, dans cette circonstance, ont encore ajouté aux droits qu'ils ont aux bontés de l'Empereur.

Par ordre de S. Exc. le général en chef,

Le général de Brigade, baron de l'Empire, chef de l'Etat-major-général,

Signé, JAN HAMELINAYE.

Pour copie conforme,

L'Adjudant-Commandant chef de l'Etat-major,
ORDONNEAU.

GOVERNEMENT GÉNÉRAL DE LA CATALOGNE.

*Nous, Comte de l'Empire, Grand Cuir de l'Ordre impé-
rial de la Réunion, Grand Officier de la Légion d'hon-
neur, Général de division, Commandant en chef
l'armée de Catalogne, et Gouverneur-général de
la Province;*

Vu notre arrêté du 30 novembre 1812, relatif à divers prévenus de conspiration contre l'armée fran-
çaise;

Vu les interrogatoires que les détenus ont prêtés, tant devant le Commissaire-général de police de la
Bass-Catalogne que devant les officiers nommés

EXERCITO DE CATALUÑA.

ESTADO MAYOR GENERAL.

Quartel general de Barcelona á 20 de mayo 1813.

ORDEN DEL DIA.

El general en jefe atestigua su satisfacción al Sr. general de division conde Mauricio Mathieu, y á las tropas á sus órdenes, que han ido con orden y rapidez al campo de Tarragona, y al Col de Balaguer, para facilitarse la llegada de víveres y municiones al fuerte de San Felipe, y plaza de Tarragona.

El enemigo había anunciado con su jactancia ordinaria que cerraría la vuelta de Barcelona á esas valerosas tropas, y ha bastado encaminarse contra él, para echarle á los montes.

Hemos perdido un centenar de hombres, entre muertos y heridos. La pérdida de los españoles es triple de la nuestra.

La disciplina que reina en el ejército de Cataluña, y el valor que distingue sus gefes y soldados, le harán siempre triunfar fácilmente de un enemigo que á pesar del número no conoce seguridad sino en los peñascos donde no puede ser cometido.

El general en jefe se apresurará á recomendar al Excmo. Sr. Ministro de la guerra los oficiales y soldados que en esta circunstancia han aumentado sus merecimientos á las bontades del Emperador.

De orden del Excmo. Sr. general en jefe,

*El general de Brigade, baron del Imperio, jefe del
Estado mayor general,*

Firmado, JAN HAMELINAYE.

Por copia conforme,

El Ayudante comandante jefe del Estado mayor,
ORDONNEAU.

GOBIERNO GENERAL DE CATALUÑA.

*NOS conde del Imperio, gran Cruz de la Orden Im-
perial de la Reunión, gran oficial de la legión de
honor, general de división, comandante en jefe
del ejército de Cataluña, y gobernador general
de la Provincia;*

Visto nuestro decreto del 30 de Noviembre de
1812, tocante á varios acusados de conspiracion
contra el ejército francés;

Vistos los interrogatorios á que han respondido
los presos, tanto ante el Comisario General de Po-
licia de la Baja Catalana, como ante los oficiales

pour remplir les fonctions de rapporteur;

Vu l'information faite par ces derniers;

Vu les nombreuses pièces de la correspondance des prévenus, découvertes, tant à *Barcelonnette* dans la maison appartenant au *Sr. Joseph Baiges*, qu'à *Ametlla*, où *Etienne Pagès* a été arrêté;

Vu, enfin, les rapports du Commissaire-général de police, et du chef de bataillon d'artillerie *Babiller*, nommé rapporteur;

Considérant que, des diverses pièces de la correspondance, de l'information et des aveux faits par les prévenus dans leurs interrogatoires, résulte la preuve la plus complète que *Louis Lucy*, pendant qu'il a été chef des insurgés en Catalogne, a conçu, ordonné et toujours dirigé l'horrible conspiration énoncée en notre arrêté du 30 novembre dernier;

Considérant que la plupart des ci-après dénommés sont des-à-présent convaincus,

Soit d'avoir participé aux entreprises tentées, de différentes manières, pour empoisonner l'armée française;

Soit d'avoir entrepris de miner les magasins à poudre et quelques parties des remparts de la ville et de la citadelle de Barcelone, pour les faire sauter;

Soit d'avoir entretenu, avec l'ennemi, des correspondances, tant par émissaires et lettres que par signaux de feu ou d'artifices dans la nuit;

Soit enfin d'avoir fourni à l'ennemi des effets uniformes d'habillement, soustraits des magasins de l'armée;

Considérant en conséquence que, si les prévenus étaient mis en jugement, la plupart seraient inévitablement condamnés à la peine capitale prononcée contre les crimes dont ils sont déjà convaincus;

Considérant, que chez les nations policées, les lois répressives n'ont pas seulement pour but de purger la société des monstres qui veulent la dévorer, ou d'enfermer les furieux et les malfaiteurs qui la troublent, mais encore de prévenir la multiplicité des crimes par l'exemple de peines et de châtimens inévitables;

Considérant que si, dans l'état ordinaire des choses, le devoir nous prescrit d'appeler la vengeance des lois sur les coupables, il est permis, pour en fléchir la rigueur, d'écouter la voix de l'humanité dans cette circonstance, où, d'une part, il est prouvé que la conspiration a été organisée par un chef atroce qui, exhalant ses fureurs, usait de toute l'influence du commandement pour les faire passer dans l'esprit de ceux qu'il s'était associés, et où, d'autre part, la trame étant découverte et un bon nombre des complices arrêtés, tous sont réduits à l'impossibilité d'exécuter leurs affreux projets;

Prenant en considération les instances priées que Mr. le Général en chef de Copons y Navia nous a fait adresser, le 31 mai, dans une lettre de Mr. l'Adjudant général Cabanes, son chef d'état-major, à Mr. l'Adjudant commandant Ordóñez, chef de l'état-major de la division de Mr. le Général Comte Maurice Mathieu, afin de nous déterminer à user de clémence envers les coupables détenus;

Voulant manifester à Mr. le général de Copons toute notre confiance en sa parole, sur laquelle il assure, de la manière la plus solennelle, qu'il fera la guerre se faire généreusement, et qu'il n'aura jamais que l'on use d'autres moyens que ceux généralement reconnus par les nations civilisées;

Prenant aussi en considération les supplications à nous adressées par Mr. Sans, Vicaire-général du Diocèse de Barcelone; au nom du clergé séculier, par le père Vincent Solana, au nom et Président du clergé régulier, par M. de Mahe et

nombrados para hacer oficio de relator;

Visto el informe que han hecho dichos oficiales;

Vistas las numerosas piezas de correspondencia de los acusados, que se descubrieron tanto en la *Barceloneta*, en la casa de *Josep Baiges*, como en la *Ametlla*, donde fue preso *Eduard Pagès*;

Vistos finalmente los informes del Comisario General de Policía, y del jefe de batallón de Artillería *Babiller*, nombrado relator;

En atención á que de las diferentes piezas de la correspondencia, del informe, y declaraciones de los acusados en sus respectivos interrogatorios, resulta la mas completa prueba de que *Luis Lucy* quando era jefe de los insurgentes en Cataluña, ha proyectado, dispuesto, y siempre dirigido la horrible conspiración que expresamos en nuestro decreto de 30 de noviembre próximo pasado;

En atención tambien á que la mayor parte de los sobredichos quedan desde ahora convictos de haber tenido parte en los atentados que de varias maneras se han hecho para envenenar el exercito francés;

Ya habiendo intentado minar las armaduras de pólvora, y algunos parages de las murallas de la ciudad y ciudadela de Barcelona para hacerlas volar;

Ya habiendo tenido correspondencias con el enemigo, tanto por medio de emisarios y cartas, como por medio de señales de fuego, ó artificios de noche;

Ya finalmente habiendo suministrado al enemigo uniformes de vestuario, sacados de los almacenes del exercito;

De consiguiente en atención á que si dichos acusados fuesen presentados á juicio serian por la mayor parte inevitablemente condenados á muerte, declarada contra los delitos de que han ya sido convictos;

En atención á que entre las naciones civilizadas, las leyes cohibitivas, no tienen solamente por fin el purgar la sociedad de los monstruos que quieren devorarla, ó de encerrar los furiosos y maldichos que la perturbaban; si tambien el de prevenir la multiplicidad de delitos con el exemplo de penas y escarmientos inevitables;

En atención á que si, en el estado ordinario de las cosas, la obligación prescribe que usemos de la severidad de las leyes para con los delinquentes, es permitido para suavizar su rigor, dar oídos á la voz de la humanidad, en la actual circunstancia, en que por una parte queda probado que un jefe atroz ha organizado la conspiración, el qual desahogando sus furores empleaba todo el influjo del mando para hacerlos penetrar en el espíritu de aquellos que se habia asociado, y en la que por otra parte, habiéndose descubierto la trama, y prendido buen número de cómplices, se les ha reducido á la imposibilidad de poner en obra sus espantosos proyectos.

Haciéndonos cargo de las urgentes súplicas que nos ha hecho dirigir el Sr. General en Jefe de Copons y Navia, por carta del Sr. Ayudante mayor Cabanes, su jefe de estado mayor, con fecha del 31 de Marzo próximo pasado, escrita al Sr. Ayudante Comandante Ordóñez, Jefe del Estado mayor de la division del Sr. General Conde Mauricio Mathieu, al fin de inclinarnos á que usemos de clemencia para con los reos presos;

Queriendo, nos mismo dar al general Copons toda la confianza que ponemos en su palabra, bajo la que asegura de un modo tan solemne, que en adelante se hará la guerra generosamente, y que por lo mismo, mirará que se enjuiciando á los reos, se haga guerra generosamente tambien en las maneras del rigor;

Atendiendo tambien á las súplicas que, en nombre del clero secular, nos son dirigidas al Sr. D. D. Vicaire General del Obispado de Barcelona, como tambien al P. Maurice Solana, en nombre y

adjoints, composant la Municipalité de la ville de Barcelone;

Voulant enfin donner à tous les habitants de la Catalogne une grande preuve de la clémence du gouvernement, en faisant à des hommes bien convaincus d'être coupables du plus horrible des crimes, la remise de la peine de mort et de la confiscation de leurs biens, qu'ils ont encourus;

Avons arrêté et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Seront et demeureront détenus jusqu'à l'entière pacification de la Catalogne, les nommés,
Etienne Pagès, notaire à Granollers;
Joseph Rudès, ancien peintre à Barcelone;
Dominique Estève, jardinier à Barcelone;
Joseph Martí, idem;
Narcisse Roca, née à Gironne;
Gaspard Léonard, négociant à Barcelone;
Martin Matas, propriétaire à Tiana;
André Muns, domestique de Léonard;
Joseph Casanovas idem;
François Villegas, négociant à Barcelone;
François Barret, receveur des douanes à Barcelone.

ARTICLE II.

Néanmoins ledit François Barret sera traduit devant un Conseil de guerre, composé de la manière prescrite par le décret impérial, du 31 janvier dernier, pour y être jugé comme prévenu d'avoir prévariqué dans l'exercice de ses fonctions, en plombant lui-même, et hors des bureaux de la douane, des caisses ou malles renfermant des effets d'habillement militaire, destinés pour l'ennemi.

ARTICLE III.

Vincent Castagnari, garde-magasin de l'habillement des troupes, sera traduit devant un conseil de guerre pour y être jugé, comme prévenu d'avoir soustrait de son magasin divers effets d'habillement, et de les avoir vendus à Antoine Olivier, qui y sera traduit aussi pour être jugé par contumace.

ARTICLE IV.

Seront mis en liberté, sous la surveillance de la haute police, les nommés :

Jacques Bosch, négociant à Mataró;
Joseph Joanich, boulangier à Barcelone;
Paula Ricard, femme Biayna, demeurant à Barcelone;
Joseph Yborra, marchand à Barcelone;

Ils fourniront préalablement des cautions qui s'engageront à les représenter à toute réquisition, sous peine de payer au gouvernement, savoir :

Pour le premier, dix mille piastres,
Pour le second, quatre mille piastres,
Pour la troisième, deux mille piastres,
Pour la quatrième, mille piastres.

ARTICLE V.

Seront mis en liberté, sous la surveillance du Commissaire général de police,
Bonaventura Canet, marchand épicière, domicilié à Lille, Département du Nord;
Joseph Fontanilles, négociant et agent du consulat, domicilié à Barcelonnette;
Joseph Estrada, boulangier à Barcelone;
Bernardina Ricard, domiciliée à Barcelone.

ARTICLE VI.

Les dénommés aux articles 1 et 4 seront tenus solidairement de payer les frais de toute espèce, relatifs à cette affaire, d'après tout qu'en

comme président del clero Regular y los Señores el Mere, y sus Adjuntos, que forman la Municipalidad de la ciudad de Barcelona;

Queriendo tambien dar á todos los habitantes de Cataluña una gran prueba de la clemencia del Gobierno, haciendo á hombres bien convictos del mas horrible crimen la gracia de la pena de muerte, y confiscacion de bienes en que han incurrido;

Hemos decretado y mandamos lo siguiente :

ARTICULO PRIMERO.

Serán y quedarán detenidos hasta la total pacificación de Cataluña,

Estevan Pagès, notario de Granollers.
Josef Rudès, pintor de Barcelona.
Domingo Esteve, hortelano de Barcelona.
Josef Martí, tambien hortelano de la misma ciudad.
Narcisa Roca, natural de Girona.
Caspár Léonart, comerciante de Barcelona.
Martín Matas, hacendado de Tiana.
Andrés Muns, y Josef Casanovas, ambos mozos de Léonart.
Francisco Villegas, comerciante de Barcelona.
Francisco Barret, receptor de la Aduana de Barcelona.

ARTICULO II.

Sin embargo, dicho Francisco Barret será llevado á un Consejo de guerra, compuesto en la forma que prescribió el decreto Imperial del 31 de Enero próximo pasado, para que sea juzgado en el como acusado de prevaricador en el ejercicio de su empleo; poniendo el mismo el plomo, y fuera del despacho de la Aduana, en cajas ó baules, que contenian efectos de vestuario, para enviar al enemigo.

ARTICULO III.

Vincent Castagnari, guarda almacén del vestuario del ejército, será llevado á un Consejo de guerra para que en él se le juzgue como acusado de haber sacado de su almacén varios efectos de vestuario, y haberlos vendido á Antonio Olivier que será tambien traducido en dicho consejo para ser juzgado en contumaz.

ARTICULO IV.

Serán puestos en libertad, baxo la vigilancia de la alta Policía,

Jayme Bosch, Comerciante de Mataró.
Josef Joanich, Panadero de Barcelona.
Paula Biayna, y Ricardo, habitante en Barcelona,
Josef Iborra, negociante en Barcelona.

Ante todas cosas, prestarán la respectiva caucion de que los fiadores se obligan á presentar dichos afianzados siempre que se les pidiere, so pena de pagar al Gobierno.

Para el primero diez mil pesos;

Para el segundo quatro mil pesos;

Para la tercera dos mil pesos;

Para el quarto mil pesos.

ARTICULO V.

Serán puestos en libertad, y quedarán baxo la vigilancia del Comisario General de Policía,

Bonaventura Canet, Druguero, habitante en Lila, departamento del Norte.
Josef Fontanillas, comerciante, y agente del Consulado, habitante en Barcelona.
Josef Estrada, panadero de Barcelona.
Bernardina Ricardo, habitante en Barcelona,

ARTICULO VI.

Los que van nombrados en los artículos primeros y quatro, estarán obligados, *lo solitum*, á pagar las costas de que olera sperie que sean, tocante á este asunto, como al estado por Nos aprobado.

ont dressé le Commissaire général de police et le rapporteur, et que nous avons approuvé.

ARTICLE VII.

Nous nous réservons de statuer ultérieurement sur ce qui concerne les accusés absents ou contumax, dont les noms suivent :

Pierre Coret y Sala, prêtre, natif de Lissa de Mont.

Mariano Llobet, notaire de Barcelone ;

Antoine Ollivier, ex-directeur des domaines à Barcelone. (a)

Joseph Baiges, négociant à Barcelonnette ;

Melchior Catafau, fabricant de bas à Barcelone ;

André Comellas, patron de barque à Barcelonnette ;

Sistaré, dit Pontons, idem, idem ;

Jean Ortis, pharmacien en chef de l'armée ennemie, désigné dans la correspondance sous le nom de facultatif ;

François Thomas, propriétaire à Cabrera ;

Jean Valls, dit le *nouvel homme*, boulanger à Barcelonnette ;

Paul Buffil dit le Bossu de Menna, propriétaire à Badalona ;

Montenegro, ex-caféier à Barcelone, demeurant à Arenys de mer ;

Jean Peix, dit le Chic de la citadelle, garçon boulanger à Barcelone ;

Jacinthe Fabregas, domestique de Catafau, à Barcelone ;

Ignace Llibanes, boulanger à Villefranche ;

ARTICLE VIII.

Tous les biens meubles et immeubles des dénommés en l'article précédent, seront provisoirement séquestrés par l'administration des domaines du Gouvernement.

ARTICLE IX.

Les dispositions de notre arrêté du 30 novembre dernier, sont rapportées en ce qu'elles peuvent avoir de contraire au présent.

ARTICLE X.

Expéditions du présent arrêté seront adressées à Mr. le Conseiller d'Etat, Intendant général de la Catalogne, à Mr. le Général de division, commandant supérieur de la Basse Catalogne, et au Commissaire général de Police, pour en assurer l'exécution.

Au palais du Gouvernement, à Barcelone, le 21 mai 1813. *Signé*, le comte DECAEN.

Par Son Exc. le gouverneur-général,

Le Secrétaire-général du gouvernement,

Signé, GODARD.

Pour expédition,

Le Secrétaire-général du gouvernement,

Signé, GODARD.

(a) Le Sr. Ollivier, au moment où l'on découvrit la correspondance de Coret, était atteint d'une paralysie qui, au jugement des gens de l'art, le mettait dans l'impossibilité physique de se mouvoir. On le laissa par humanité dans sa maison, où il était gardé à vue ; mais il trouva garde à la fin du mois de février et s'évada.

Voilà pourquoi son nom se trouve inscrit sur la liste des contumaces.

que han hecho el Comisario General de Policía, y el Relator.

ARTICULO VII.

Nos reservamos el estatuir ulteriormente acerca lo tocante á los acusados ausentes, ó contumaces, cuyos nombres son los siguientes :

Pedro Coret y Sala, presbítero, natural de Llísa de-munt.

Mariano Llobet, notario de Barcelona.

Antonio Ollivier, ex-director de Dominios en Barcelona. [a].

Josef Baiges, comerciante en la Barceloneta.

Melchior Catafau, mediero de Barcelona.

Andrés Comellas, patron de barco en la Barceloneta.

Sistaré, llamado Pontons, patron de barco en la Barceloneta.

Juan Ortis, boticario mayor del ejército de los enemigos, señalado en la correspondencia baxo el nombre de facultativo.

Francisco Thomas, hacendado de Cabrera.

Juan Valls, llamado el nuevo hombre, panadero de la Barceloneta.

Pablo Buffil, llamado el Jorobado den Menna, hacendado de Badalona.

Montenegro, antes cafetero de Barcelona, habitante en Arenys de mar.

Juan Peix, llamado el Chic de la ciudadela, mozo panadero de Barcelona.

Jacinto Fabregas, mozo de Catafau en Barcelona.

Ignacio Llibanes, panadero de Villatraca.

ARTICULO VIII.

Todos los bienes muebles é inmuebles de los sujetos que se acaban de nombrar en el artículo antecedente, quedan provisoriamente secuestrados por la administración de dominios del gobierno.

ARTICULO IX.

Quedan anuladas las disposiciones de nuestro decreto del 30 de noviembre próximo pasado, en lo que pudiesen contener de contrario al presente decreto.

ARTICULO X.

Se expediran copias del presente decreto al Sr. Consejero de Estado, Intendente general de Cataluña, al Sr. general de division Comandante Superior de la Baxa Cataluña, y al Comisario general de Policía, para entero cumplimiento.

En el palacio del gobierno, en Barcelona el 21 de mayo 1813.

Firmado, el conde DECAEN.

Por Su Excelencia el Gobernador general,

El Secretario general del gobierno,

Firmado, GODARD.

Por copia,

El Secretario general del gobierno,

Firmado, GODARD.

(a) Quando se descubrió la correspondencia de Coret, el Sr. Ollivier estaba herido de un parálisis, que según juicio de los facultativos, lo tenía puesto en la imposibilidad física de moverse. Con esto se le dejó por humanidad en su casa baxo la guardia de la granatinería ; pero regañó aquella guardia, á últimos de febrero, y se escapó. Por esta razón se halla su nombre inscrito en la lista de contumaces.